

# LES LUTTES FÉMINISTES AU SEIN DES ORGANISATIONS D'EXTRÊME GAUCHE POST-68

**Dossier réalisé par Cécile Péchu**

Maitre d'enseignement et de recherche

Institut d'études politiques (IEP)

Centre de recherche sur l'action politique de l'UNIL (CRAPUL)

Faculté des sciences sociales et politiques

## Bombardons le quartier général<sup>1</sup>

### Qui a peur de la commission femmes ?

Je m'étendrai davantage sur la question de la comm<sup>2</sup>. femmes et du front<sup>3</sup> femmes, d'une part à cause de la plus grande importance stratégique de ce front dans une perspective révolutionnaire, d'autre part parce que c'est de la comm. femmes que sont issues une série de questions comme le style de travail qui ont investi l'ensemble de l'organisation.

Pour la clarté du débat, il faut rappeler que la seule position officielle de l'org.<sup>4</sup> sur la question femmes date de 74 et consiste à dire que la question femmes est secondaire par rapport aux autres lieux d'intervention du CLP<sup>5</sup> et que la contradiction hommes-femmes « est une offensive idéologique de la bourgeoisie contre les organisations révolutionnaires » (sic !). Le BP<sup>6</sup> n'a jamais fait d'autocritique sur cette position. Le fait d'avoir entériné l'existence d'une commission femmes (née grâce à la pratique de masse<sup>7</sup> de quelques militantes, et non pas créée de toutes pièces par le BP comme celui-ci le laisse entendre...) ne constitue pas une auto-critique tant que le BP ne se prononce pas sur la ligne<sup>8</sup> à partir de laquelle il a accepté

---

<sup>1</sup> Archives contestataires, fonds Charly Barone, CB 450. Ce texte, rédigé par une jeune militante, et qui critique le fonctionnement du CLP à un moment où l'organisation connaît une série de crises internes, reprend dans son titre une formule très célèbre utilisée dans le cadre de la révolution culturelle chinoise, et incitant à remettre en cause les apparatchiks du Parti communiste chinois.

<sup>2</sup> « Comm. » pour « commission ». L'organisation fonctionnait ainsi avec diverses commissions, chargées de s'occuper de différents sujets. La commission femmes est mise sur pied à l'intérieur du CLP par des militantes qui entendent porter la cause féministe.

<sup>3</sup> On parle de « front » pour des « fronts de lutte », c'est-à-dire des domaines d'intervention.

<sup>4</sup> « Org. » pour « organisation ».

<sup>5</sup> Centre de Liaison Politique, cf. les éléments sur cette organisation marxiste-léniniste genevoise ci-dessous

<sup>6</sup> Le Bureau Politique

<sup>7</sup> L'expression « pratique de masse » désigne le fait que des militantes se sont engagées dans des luttes féministes, à l'extérieur de l'organisation.

<sup>8</sup> Il s'agit de la production d'une ligne politique. Les organisations d'extrême gauche d'alors, dans un contexte de concurrence entre elles, passaient alors beaucoup de temps à chercher à définir leur ligne politique, sorte

l'existence d'une comm. femmes dans l'org. La comm. femmes, elle, a tenté une première systématisation de ligne dans un rapport transmis au BP en décembre 76 ; les éléments principaux en sont :

- La spécificité de l'oppression des femmes réside dans la division du travail et des rôles sociaux qui les confine au rôle de reproductrices de la force de travail (maternité et travail domestique) ; c'est ce rôle de reproductrice de la force de travail qui définit l'insertion de la femme dans les rapports sociaux.
- La contradiction hommes-femmes dans la société capitaliste est une contradiction secondaire maintenue et renforcée par la contradiction principale bourgeoisie-prolétariat ; la bourgeoisie entretient à son profit les rapports de domination des hommes sur les femmes qui ne sont pas nés avec le capitalisme mais bien avant, avec la propriété privée. Dans sa lutte contre la société bourgeoise, un mouvement féministe rencontre et doit affronter la contradiction hommes-femmes.
- Il n'y aura pas de construction du socialisme sans la participation directe des femmes ; or les femmes ne participeront à part entière à la lutte de classes qu'en posant en même temps et dès maintenant le problème de leur oppression spécifique. En effet, contrairement à ce qu'affirment les positions révisionnistes<sup>9</sup>, la libération des femmes ne découlera pas purement et simplement de la dictature du prolétariat.

Le débat sur ces éléments et sur la pratique de masse a été bloqué par le BP dans la comm. femmes par les « mesures » suivantes :

- Désignation d'une « responsable » avant même que celle-ci ait une quelconque pratique de masse sur le front femmes ! Cette désignation s'est faite sur des conditions purement organisationnelles (« garantir le non-fractionnisme »), et bien entendu sans que la comm. femmes puisse se prononcer.
- Blocage de l'envoi du rapport de la comm. femmes à l'organisation
- Suspension de FD<sup>10</sup> non pas sur une indiscipline mais sur une divergence de ligne, et ceci contre l'avis de la majorité de la comm. femmes
- « Expulsion » de R-M. F<sup>11</sup> sous prétexte de son affectation principale sur l'hôpital
- Refus que CZ<sup>12</sup> soit affectée principalement à la comm. femmes
- Parachutage in extremis de MF<sup>13</sup> pour la Rédaction<sup>14</sup> sur les conditions du BP.

C'est ainsi que par des mesures organisationnelles arbitraires et sans débat ni à la comm. femmes ni dans l'organisation la ligne du BP qui était minoritaire devient maintenant majoritaire...

---

de programme dirigeant leur action sur la société et leur positionnement face aux autres organisations et aux mouvements sociaux.

<sup>9</sup> Dans le monde communiste, l'accusation de « révisionnisme » est portée contre des groupes ou des tendances, pour dénoncer ce qui est perçu comme une « révision » de l'orthodoxie marxiste-léniniste dans un sens que les accusateurs considèrent comme négatif.

<sup>10</sup> Initiales d'une militante

<sup>11</sup> Initiales d'une militante

<sup>12</sup> Initiales d'une militante

<sup>13</sup> Initiales d'une militante

<sup>14</sup> En 1976 une structure autonome, « la Rédaction », est créée pour assurer la production du journal de l'organisation, *Le Militant*.

La ligne du BP sur la question femmes apparaît de plus en plus clairement comme anti-féministe : le BP tolère une intervention sur les femmes à condition qu'on évacue la contradiction hommes-femmes, qu'on refuse toute autonomie à la question femmes pour en faire un simple appui aux autres fronts sur lesquels intervient le CLP. Dans le cadre de l'action maternité, le BP refusait d'admettre qu'il est principal de mobiliser les femmes, usagères et personnel de la maternité, plutôt que de s'adresser indistinctement à tout le monde, maris des usagères (sic), médecins, etc. Cette position est relayée au niveau masse par MF : selon elle le groupe de femmes devait prendre en charge les problèmes du personnel dans son ensemble, devait soumettre son intervention aux conditions et aux rythmes des médecins progressistes, etc. Cette position a été fortement critiquée au niveau masse, car elle nie l'autonomie d'une lutte et d'un groupe de femmes. Ceci est à lier à la pratique droitière de MF qui consiste à prioriser les contacts avec les médecins progressistes, à intervenir dans une réunion masse au nom de la VPOD<sup>15</sup>, sans jamais se préoccuper du rôle que le CUB<sup>16</sup> hôpital devrait jouer dans cette action. Il faut signaler que la position de MF quant à l'autonomie des luttes des femmes a été minorisée dans le groupe masse<sup>17</sup>, ce qui est une première vérification importante de la déviation que représente la ligne du BP. Le débat de ligne est aujourd'hui d'autant plus important que le travail de masse sur le front femmes prend une importance certaine :

- Convocation d'une assemblée sur la maternité
- Lancement d'une enquête auprès des femmes de typographes et des femmes travaillant dans l'imprimerie par rapport au préavis de grève
- Convocation d'une réunion de femmes à l'uni
- Préparation d'une journée du mouvement des femmes autour du 8 mars
- Obtention du local du Centre Femmes, d'où nécessité d'organiser accueil, activités, etc.

La ligne anti-féministe du BP se traduit aussi au niveau interne : le BP refuse que soit posé le problème de la contradiction hommes-femmes au sein de l'organisation. Or cette contradiction n'épargne pas l'organisation : elle se manifeste par le faible nombre de militantes dans les organes centraux (sauf au secrétariat, où évidemment les femmes trouvent leur place), par le refus de discuter et de dépasser les limites plus grandes que peuvent avoir les militantes mères de famille, ainsi que par le comportement ouvertement anti-féministe et masculiniste de certains militants.

Nier que les questions de style de travail et de méthodes de direction soient des questions politiques au sens où elles ne sont pas séparables du centre-démocratique<sup>18</sup>, c'est non

---

<sup>15</sup> Syndicat « classique » de la fonction publique, devenu aujourd'hui Syndicat des Services Publics (SSP)

<sup>16</sup> Comité Unitaire de Base. Le Centre de Liaison Politique, trouvant les syndicats trop réformistes, cherche à initier des structures parallèles plus radicales, s'adressant aux syndiqués et aux non-syndiqués, les groupes de base ou comités unitaires de base, dans différents secteurs de l'économie.

<sup>17</sup> Cette expression désigne la mobilisation de différentes organisations et participant-e-s concernant la maternité.

<sup>18</sup> Le centralisme démocratique est une technique de fonctionnement des organisations que l'on doit à Lénine, et qui sera reprise par les partis communistes et de nombreux groupes d'extrême-gauche. Il consiste dans son principe à ce qu'une question est posée par la direction de l'organisation aux différents groupes qui constituent sa base (par exemple, les différentes sections locales), qui se prononcent sur le problème, font remonter leur position à la direction (le centre), qui opère une synthèse dont le résultat s'imposera ensuite, de manière descendante, à la base. Cette technique était censée garantir un fonctionnement démocratique des

seulement nier le léninisme et le maoïsme, c'est reproduire dans l'organisation des rapports bourgeois autoritaristes et de domination hommes-femmes.

(Anne-Marie 27.2.77)

## Contextualisation : Le CLP<sup>19</sup>

Le CLP est le regroupement, fin 1970, de l'une des dissidences de gauche du Parti du Travail (PdT, communiste), et de militants provenant d'une organisation de la gauche extra-parlementaire issue de 68, le Mouvement socialiste révolutionnaire (MSR). Le CLP revendique une orientation communiste marxiste-léniniste, sur la base d'une lecture sélective de Mao Tsé-Toung, sans pour autant se dire maoïste, ni prendre la République populaire de Chine pour modèle.

Son apogée date de 1974 avec une centaine de militants, ce qui en fait la plus grosse organisation d'extrême gauche de l'époque à Genève. Par la suite, les effectifs ont diminué suite à des départs individuels (volontaires et exclusions) ou collectifs, dont une scission sur des questions de démocratie interne intervenant au printemps 1977, quelques semaines après que la lettre présentée ici ait été écrite. La vingtaine de personnes, femmes et hommes, dont Anne-Marie Barone, qui partent alors, créent un Collectif politique (CP) qui maintiendra des activités plus ou moins régulières jusqu'en 1981.

Le CLP était organisé en cellules par secteurs d'intervention (imprimerie, Chili, université, anti-impérialisme, etc.), et fonctionnait également par assemblées générales. La question de sa direction (sous des intitulés divers : bureau, direction, collège des responsables de cellules, etc.) a continuellement fait débat et mobilisé les passions. Implanté sur la seule scène genevoise, le CLP a été à l'initiative de la Conférence de Berne, une tentative conflictuelle, et avortée en 1976, de structurer au niveau national d'autres organisations marxistes-léninistes, dont Rupture pour le communisme (RplC), une organisation marxiste-léniniste déjà implantée à Lausanne.

Deux générations militantes se retrouvent conjointement au CLP, l'une entrée en politique avant 1968, pour l'essentiel dans le cadre du PdT ou de sa jeunesse, l'autre politisée par 68 ou lors des mouvements du début des années 1970. Si l'extrême gauche helvétique compte peu de militants venant des milieux populaires, le CLP peut faire état, comparativement aux autres groupes d'extrême gauche genevois, de la présence en son sein de militants ouvriers solidement insérés dans le monde du travail et les syndicats, dont une part a été préalablement formée au sein du PdT.

---

organisations, mais sera de fait utilisée par les directions de différents partis et organisations de manière dévoyée pour imposer « par le haut » les prises de position et décisions.

<sup>19</sup> Le texte ci-dessous est issu, avec quelques modifications, de : Philippe Gottraux, Cécile Péchu et Nuno Pereira, « Politique et affects : dans la boîte noire des scissions. Le cas d'une organisation marxiste-léniniste en Suisse dans les années 70 », in Catherine Leclercq, Olivier Fillieule, Rémi Lefebvre (dir.), *Le malheur militant*, Paris, Presses de Science Po, 2021 (à paraître)

Comme l'ensemble des organisations d'extrême gauche de l'époque, le CLP refusait l'orientation hégémonique du syndicalisme de paix sociale (communément appelée « Paix du travail ») pratiqué par l'Union syndicale suisse, et valorisait des médiations organisationnelles susceptibles de faire surgir l'« autonomie de classe » (groupes de base, oppositions syndicales, etc.).

Et comme d'autres organisations d'extrême gauche, durant la 2<sup>ème</sup> moitié des années soixante-dix le CLP voit certaines de ses militantes femmes s'engager dans les luttes féministes, dont le Centre femmes ou le Mouvement de Libération des Femmes (MLF), et chercher à faire progresser la cause des femmes au sein même de l'organisation, qui n'est pas exempte de fonctionnements reposant sur la domination masculine. Elles se heurtent alors à des oppositions de la part de certains militants, comme en témoigne la lettre d'Anne-Marie Barone présentée ici, qui dénonce les manœuvres développées pour contrôler la commission femmes mise sur pied par certaines militantes et pour lui imposer une ligne politique qui marginalise la question féministe.

## Contextualisation : Anne-Marie Barone

Anne-Marie Barone, née en 1955 dans une famille de gauche intellectuelle, s'engage à Genève dans le groupe de collégiens du CLP, « Ecole et lutte de classe », dès 16 ans, avant d'intégrer l'organisation politique en 1973. Elle commencera dès 1976 à fréquenter des groupes féministes, notamment le Centre femmes ouvert à Genève. Elle quittera le CLP en mars 1977, avec d'autres, lors d'une scission, en raison de son engagement féministe et du fonctionnement très hiérarchisé de l'organisation, mais elle ne restera que quelques mois membre du groupe « Collectif politique » qui en a résulté. Elle militera ensuite notamment dans différents groupes luttant contre les violences faites aux femmes ou des mouvements de solidarité internationale avec différents pays d'Amérique latine. Après l'obtention de son brevet d'avocate en 1982, elle rejoindra en 1990 un collectif d'avocat-e-s progressistes où elle travaillera durant 10 ans, en charge notamment de dossiers portant sur les violences faites aux femmes et aux enfants et le harcèlement sexuel au travail, puis sera élue magistrate en 2000.

### **POUR ALLER PLUS LOIN :**

Olivier Fillieule et al., Le métier et la vocation de syndicaliste, Antipodes, 2019, chapitre 5 « La division sexuée du travail »